

Ampliatiions :

- Secrétariat général DBA.....	2	- DPM DBA.....	1
- Publication DBA	1	- Gendarmerie DBA.....	1
- DDDP DBA	1	- MT TERRASSEMENT	1

ARRETE MUNICIPAL

Réglementant la circulation sur le secteur Koutio,
Commune de Dumbéa

Le maire de la Ville de DUMBEA,

==°O°==

VU la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999, relative à la Nouvelle-Calédonie,

VU la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999, relative à la Nouvelle-Calédonie,

VU le code de la route de Nouvelle-Calédonie,

VU le code pénal applicable en Nouvelle-Calédonie et notamment l'article R610-5,

VU les articles L.122-22, L.131-1, L.131-2, L.131-3 du code des communes,

VU la demande d'entreprise MT TERRASSEMENT du 23 mars 2026, enregistrée en mairie sous le n° 2815,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers et donc de modifier la réglementation en vigueur,

ARRETE :**ARTICLE 1^{er} :**

En raison des travaux de dévoiement des réseaux EU existants du lot 236 pour le compte de la Ville de Dumbéa, la vitesse des usagers de la route sera limitée à 30 km/h aux abords du chantier, sis avenue d'Auteuil, rue du Bicentenaire et Impasse Pierre Voyer, à compter du 23 avril 2026 jusqu'à l'achèvement du chantier.

ARTICLE 2 :

L'entreprise MT TERRASSEMENT chargée des travaux, procédera à la mise en place de toutes les signalisations nécessaires à la sécurité des usagers. La circulation se fera sur demi-chaussée avec la mise en place soit d'un alternat manuel soit d'un feu tricolore mobile. Le chantier sera en permanence balisé et protégé. Les travaux se feront sur chaussées, accotements et trottoirs et s'effectueront **de jour de 07h à 16h et de nuit de 20h à 04h aux jours ouvrables sans dérogation de travaux bruyants.**

ARTICLE 3 :

Afin de fluidifier la circulation, des déviations seront mises en place pendant la durée du chantier comme suit :

- Lors du blocage du carrefour giratoire au niveau de l'intersection Avenue d'Auteuil et Avenue de la Tonghoué, la circulation sera interdite sur l'Avenue de la Tonghoué à l'exception des riverains, une déviation sera mise en place via l'Avenue d'Auteuil, l'avenue de la vallée, l'avenue Numa Joubert.
- Lors du blocage au niveau de l'intersection Impasse Pierre Voyer et rue Léopold Rousselot, une déviation sera mise en place via la rue Léopold Rousselot, la rue Evenor de Greslan, l'Avenue Numa Joubert.

ARTICLE 4 :

Ladite entreprise devra s'assurer que l'emprise de ses travaux ne perturbe pas la circulation et l'arrêt des transports en commun. Il devra impérativement, le cas échéant, en informer le syndicat mixte des transports urbains (SMTU) un (1) mois avant le début des travaux.

Si des imprévus venaient à engendrer une prolongation de travaux de nuit, l'entreprise serait tenue d'en avertir le SMTU dans les plus brefs délais en appelant le service régulation du réseau de transport en commun GIE TCN bus au 26 54 67 et Car Sud au 43 73 71

(du lundi au dimanche de 4h30 à 20h30). Il est rappelé que les transports en commun commencent leur service dès 4h30.

En cas de mise en place de déviation, le permissionnaire devra s'assurer que cette dernière soit praticable par les services de transports collectifs.

Dans le cas où la signalisation verticale existante venait à gêner le bon déroulement des travaux, celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'un déplacement provisoire. Tout retrait de panneaux de signalisation est formellement interdit.

Le permissionnaire est tenu de veiller à la propreté des voies de circulation de jour comme de nuit et à effectuer un nettoyage de celles-ci si nécessaire.

ARTICLE 5 :

Conformément aux dispositions des articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, un délai de deux mois est disponible à compter de la notification et/ou de la publication de toute décision administrative pour former un recours gracieux ou un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 :

Le maire et le commandant de la brigade de gendarmerie de la Ville de Dumbéa sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué à Madame la commissaire déléguée de la République pour la province Sud, et publié.

Dumbéa, le 22 avril 2026

Pour le maire et par délégation,
Le 4^{ème} adjoint,
Wesley LUAKI



Nota : Le maire de la ville de Dumbéa certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.